

**PORTANT MISE EN SENS UNIQUE D'UNE VOIE**

**LE MAIRE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.412-28 ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal n°AP-2023-0343 en date du 26 septembre 2023 portant réglementation des sens de circulation de la rue Anatole France ;  
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de supprimer la disposition dérogatoire à la circulation des véhicules de collecte des ordures sur la rue Anatole France ;

**ARRÊTÉ :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les dispositions de l'arrêté municipal n°AP-2023-0343 en date du 26 septembre 2023 qui réglementaient des sens de circulation de la rue Anatole France sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2** – Des sens uniques de circulation sont instaurés rue Anatole France, selon les dispositions suivantes :

- dans sa partie comprise entre la rue Devéria et la rue Jean Jaurès, dans le sens rue Devéria vers la rue Jean Jaurès ;
- dans sa partie comprise entre la rue Jean Jaurès et l'avenue du Loup, dans le sens avenue du Loup vers la rue Jean Jaurès.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**2 9 FEV. 2024**

Pau, le

**2 9 FEV. 2024**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire, en par déléation  
L'Adjointe au Maire